



FN CUMA

Fédération Nationale des Coopératives d'Utilisation du Matériel en Commun

Siège Social : 43, rue Sedaine
75011 PARIS

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901
N° Siren : 784 263 790

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

FINANCIERE AUDIT & CONSEIL

SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES
AU CAPITAL DE 10 000 EUROS – RCS PARIS 482 162 757

21, RUE WASHINGTON – 75008 PARIS

TEL : + 33 (0) 6 14 32 17 99

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

A Monsieur le Président,

A Mesdames et Messieurs les membres de l'association Fédération Nationale des CUMA,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Fédération Nationale des Coopératives d'Utilisation du Matériel en Commun – FN CUMA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Assemblée Générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance,

sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 23 mai 2025

Le Commissaire aux Comptes

**FINANCIERE AUDIT
& CONSEIL**



Nadine CHEVALERIAS

Bilan et compte de résultat

■ Bilan simplifié

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, brevets et droits assimilés	809 971,79	353 213,21	456 758,58	278 123,67
Autres immob. incorporelles / Avances et acom	54 395,31	35 874,98	18 520,33	302 261,13
Immobilisations corporelles				
Autres immobilisations corporelles	157 524,89	121 250,47	36 274,42	30 954,87
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	40 535,05		40 535,05	36 535,05
Autres immobilisations financières				786,00
Total I	1 062 427,04	510 338,66	552 088,38	648 660,72
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Avances et acomptes versés sur commandes	11 580,68		11 580,68	6 911,56
Créances				
Usagers et comptes rattachés	598 072,40	61 753,47	536 318,93	615 612,53
Autres créances	2 076 846,32		2 076 846,32	1 782 293,38
Divers				
Disponibilités	439 829,07		439 829,07	230 552,23
Charges constatées d'avance	80 000,75		80 000,75	60 797,67
Total II	3 206 329,22	61 753,47	3 144 575,75	2 696 167,37
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	4 268 756,26	572 092,13	3 696 664,13	3 344 828,09

■ Bilan simplifié

	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves		
Report à nouveau	736 968,47	895 213,33
Excédent ou déficit de l'exercice	69 903,06	-158 244,86
Situation nette (sous-total)	806 871,53	736 968,47
Total I	806 871,53	736 968,47
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Total II		
PROVISIONS		
Provisions pour charges	20 935,00	18 544,00
Total III	20 935,00	18 544,00
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts	211 043,13	
Découverts et concours bancaires	1 217,34	127,14
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	212 260,47	127,14
Emprunts et dettes financières diverses	12 497,91	81 309,26
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	546 668,60	681 577,19
Dettes fiscales et sociales	751 939,93	797 774,36
Autres dettes	534 176,15	327 188,85
Produits constatés d'avance	811 314,54	701 338,82
Total IV	2 868 857,60	2 589 315,62
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	3 696 664,13	3 344 828,09

■ Compte de résultat simplifié

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	1 972 231,82	1 731 447,38
Ventes de biens et de services	1 420 057,53	1 282 818,20
Ventes de biens	3 622,25	29 665,45
Ventes de prestations services	1 416 435,28	1 253 152,75
Produits de tiers financeurs	1 639 228,49	1 554 815,92
Concours publics et subventions d'exploitation	1 636 708,49	1 553 015,92
Vts des fondateurs ou conso. de la dot. consommable	2 520,00	1 800,00
Repr. / amort., dépréc., prov. et transferts de charges	2 475,00	32 829,81
Autres produits	310,71	6,83
Total I	5 034 303,55	4 601 918,14
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes	2 113 135,67	2 327 892,82
Impôts, taxes et versements assimilés	52 538,52	55 885,15
Salaires et traitements	1 718 830,92	1 454 943,57
Charges sociales	695 922,37	590 503,79
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	204 267,31	115 446,79
Dotations aux provisions	4 866,00	
Autres charges	170 470,91	213 317,43
Total II	4 960 031,70	4 757 989,55
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	74 271,85	-156 071,41
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	3 980,86	2 258,62
Total III	3 980,86	2 258,62
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	7 648,00	2 193,07
Total IV	7 648,00	2 193,07
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	-3 667,14	65,55
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	70 604,71	-156 005,86
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations en capital	84,35	
Total V	84,35	
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations en capital	786,00	
Dot. amortissements, aux dépréciations et provisions		2 000,00
Total VI	786,00	2 000,00
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	-701,65	-2 000,00
Impôts sur les bénéfices (VIII)		239,00
Total des produits (I + III + V)	5 038 368,76	4 604 176,76
Total des charges ((II + IV + VI + VII + VIII))	4 968 465,70	4 762 421,62
EXCEDENT OU DEFICIT	69 903,06	-158 244,86
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		

■ Compte de résultat simplifié

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NAT		
TOTAL		

Annexes

■ Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : FEDERATION NATIONALE DES CUMA

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 3 696 664 euros

et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 69 903 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 23/04/2025 par les dirigeants de l'association.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

PRESENTATION DE L'ASSOCIATION :

Désignation : Fédération Nationale des Coopératives d'Utilisation de Matériel Agricole : FNCUMA

La FNCUMA a été créée en 1945 sous la forme d'une association loi 1901.

La FNCUMA est la tête de réseau des Coopératives d'Utilisation du Matériel Agricole (CUMA). Elle s'appuie sur un réseau de plus de 10 000 coopératives, de 65 fédérations de proximité, départementales ou interdépartementales regroupées au sein de 10 fédérations régionales.

Elle assure de multiples fonctions et mène des actions de terrain et des études (mécanisation, installation, emploi et amélioration des conditions de travail, préservation de l'environnement, gestion de l'espace rural...) participant ainsi à l'amélioration du fonctionnement des CUMA et à la dynamique locale.

Elle apporte son expertise dans de nombreux domaines (agroéquipements, environnement, énergie, gestion de l'espace rural, emploi,...) auprès des ministères et travaille conjointement avec les organisations professionnelles agricoles. La FNCUMA a tissé de nombreux partenariats avec les organismes de recherche et les instituts techniques (Irstea, Ademe, Arvalis,...).

OBJET :

- Défendre les intérêts matériels et moraux des Coopératives d'Utilisation de Matériel Agricole (CUMA), et de leurs fédérations ou unions,
- Animer, représenter, coordonner et promouvoir le réseau fédératif,
- Régler statutairement tous différends pouvant intervenir entre les organisations adhérentes,
- Prendre toute initiative favorable au développement des CUMA,
- Assurer la liaison des organismes d'utilisation de matériel agricole avec les services administratifs, notamment des établissements bancaires, du HCCA, de la Mutualité Sociale Agricole, des Ministères et des Services professionnels ou interprofessionnels,
- De contractualiser des études et projets dans l'intérêt du réseau et en accord avec les métiers de la

■ Règles et méthodes comptables

FNCUMA.

MOYENS MIS EN OEUVRE

La FNCUMA s'appuie en priorité sur les fédérations régionales ou interrégionales et les fédérations de proximité (pouvant être départementales, interdépartementales, régionales ou interrégionales), Elle dispose de bureaux situés à Paris, où sont hébergés des équipes d'une vingtaine de salariés, organisées par pôle (Direction juridique, Appui réseau, Développement et progrès, Emploi, Communication, Agroéquipement, Système d'information, Comptabilité, Administratif)

Ses produits sont constitués de cotisations fédératives, de subventions publiques liées aux projets mis en oeuvre, de prestations de services facturées dans le cadre de conventions, partenariats.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement ANC 2018-06 et du règlement CRC 99-01 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et au plan comptable particulier des établissements d'enseignement privés sous contrat.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

■ Règles et méthodes comptables

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Logiciels et licences : 3 à 7 ans
- * Matériel de bureau et informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

■ Faits caractéristiques

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Autre fait marquant ayant une incidence sur les comptes

L'association a conclu avec le CSE un accord d'intéressement le 31 août 2020, pour une durée de 3 ans, à compter de l'exercice ouvert au 1er janvier 2020.

Au titre de l'exercice 2024, la dotation a été comptabilisée.

Le poste des immobilisations incorporelles comprenait une somme de 265 609 euros, correspondant aux investissements en cours concernant le changement de logo de la FNCUMA, et à la création d'un portail internet fédératif. Cette somme a été ransférée dans la liste des immobilisations amortissables au cours de l'exercice 2024, suite à la mise en oeuvre de ces projets.

Autres éléments significatifs

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les membres du Conseil d'administration ne sont pas rémunérés pour leur fonction d'administrateur. Les fonctions des membres du Conseil d'administration, à titre bénévole, sont indemnisées selon le barème en vigueur fixé par décision du Conseil d'administration.

AUTRES INFORMATIONS

Conformément au décret N° 2008-1487 du 30 décembre 2008, nous vous indiquons que le montant des honoraires du Commissaire aux comptes pris en charge dans le compte de résultat s'élève à 13 000 euros H.T au titre de l'exercice 2024, dont 11 000 euros au titre du contrôle légal des comptes, et 2 000 euros au titre des autres services.

■ Notes sur le bilan

Actif immobilisé**Tableau des immobilisations**

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	915 875	298 632	350 140	864 367
Immobilisations incorporelles	915 875	298 632	350 140	864 367
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	24 569			24 569
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	130 045	17 205	14 294	132 956
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	154 614	17 205	14 294	157 525
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	36 535	4 000		40 535
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	786		786	
Immobilisations financières	37 321	4 000	786	40 535
ACTIF IMMOBILISE	1 107 810	319 837	365 219	1 062 427

■ Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions	298 632	17 205	4 000	319 837
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice	298 632	17 205	4 000	319 837
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste	265 609			265 609
Virements vers l'actif circulant				
Cessions	84 531	14 294	786	99 610
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice	350 140	14 294	786	365 219

■ Notes sur le bilan

Immobilisations financières

Liste des filiales et participations

Renseignements détaillés sur chaque titre

	Capital	Capitaux propres (autres que le capital)	Quote-part du capital détenue	Résultat du dernier exercice clos
- Filiales (détenues à + 50 %)				
SAS FRANCE CUMA NUMERIQUE 75011 PARIS	12 216	113 351	49,11	70 261
- Participations (détenues entre 10 et 50%)				
SIC ENTRAID 35000 RENNES	45 280	318 024	5,60	-170 107
CAMACUMA 49000 ANGERS	903 500	-636 577	7,01	-767 226

Renseignements globaux sur toutes les filiales

	Valeur comptable Brute	Valeur comptable Nette	Montant des prêts et avances	Cautions et avals	Dividendes encaissés
- Filiales (détenues à + 50 %)	6 000	6 000			
- Participations (détenues entre 10 et 50%)	34 535	34 535			
- Autres filiales françaises					
- Autres filiales étrangères					
- Autres participations françaises					
- Autres participations étrangères					

■ Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	335 490	138 129	84 531	389 088
Immobilisations incorporelles	335 490	138 129	84 531	389 088
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	20 588	416		21 004
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	103 071	11 469	14 294	100 247
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	123 659	11 885	14 294	121 250
ACTIF IMMOBILISE	459 149	150 014	98 824	510 339

■ Notes sur le bilan

Actif circulant

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 2 754 919 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

Etat des créances

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	598 072	598 072	
Autres	2 076 846	2 076 846	
Charges constatées d'avance	80 001	80 001	
Total	2 754 919	2 754 919	
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Clients - factures à établir	27 199
Fournisseurs - RRR à obtenir	7 151
Produits à recevoir	1 350 522
Produits à recevoir	2 520
Total	1 387 393

■ Notes sur le bilan

Fonds propres**Tableau de variation des fonds propres**

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à Nouveau	895 213			158 245	736 968
Excédent ou déficit de l'exercice	-158 245	158 245	69 903		69 903
Situation nette	736 968		69 903		806 872
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	736 968		69 903		806 872

Provisions**Tableau des provisions**

■ Notes sur le bilan

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires	18 544	4 866	2 475		20 935
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
Total	18 544	4 866	2 475		20 935
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		4 866	2 475		
Financières					
Exceptionnelles					

Les provisions pour risques et charges concernent les indemnité de départ à la retraite.

■ Notes sur le bilan

Dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 2 868 858 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	1 217	1 217		
- à plus de 1 an à l'origine	211 043	31 577	138 400	41 067
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	165	165		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	546 669	546 669		
Dettes fiscales et sociales	751 940	751 940		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	546 509	546 509		
Produits constatés d'avance	811 315	811 315		
Total	2 868 858	2 689 391	138 400	41 067
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice	239 000			
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	27 957			
(**) Dont envers les associés	948			

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - fact. non parvenues	301 036
Intérêts courus	165
Dettes provis. pr congés à payer	122 388
Autres charges de personnel à payer	85 553
Charges sociales s/congés à payer	62 926
Charges sociales - charges à payer	64 986
Charges à payer	460 911
Frais Administrateurs à verser	62 804
Total	1 160 768

■ Notes sur le bilan

Comptes de régularisation**Charges constatées d'avance**

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	80 001		
Total	80 001		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance	500 515		
Produits constatés d'avance autres	310 800		
Total	811 315		

■ Autres informations

SUIVI DES SUBVENTIONS

Subventions affectées

	A l'ouverture de l' exercice	Reports A	Utilisations Montant global B	Utilisations Dont rembours. C	Transferts C	A la clôture de l'exercice Montant global A - B + C	A la clôture de l'exercice Dont fonds dédiés (proj. sans dép.)
ALLIAGE	210 000		90 000			120 000	
AUTRES	323 332	142 889	166 983			299 239	
PROJETS 2023	166 024		38 846			127 177	
PROJETS 2024		718 408	136 477			581 931	
TOTAL SUB A REC	699 356	432 307	861 298			1 128 348	
ALLIAGE	40 213		33 731			6 482	
AUTRES	242 956	-18	141 971			101 002	
PROJETS 2023	120 589		106 421			14 148	
PROJETS 2024		441 398	62 517			378 881	
TOTAL PDTS D'AVA	403 738	441 416	344 640			500 514	
ALLIAGE	-141 033		36 412			-104 621	
AUTRES	-146 504	78 999	25 609			-41 896	
PROJETS 2023	-39 851	3 085	-817			-37 383	
PROJETS 2024			-277 010			-277 010	
TOTAL REVERST P	327 188	82 084	215 805			-460 910	
CASDAR		987 480	-765 306			222 173	
Total							

Le tableau ci-dessus se décompose en trois parties:

- La première concerne le suivi des subventions sur l'exercice 2024,
- La deuxième les produits constatés d'avance liés aux subventions,
- La troisième les reversements aux partenaires, quand la FNCUMA est Chef de file.